

Questions sur la crise grecque : pourquoi, jusqu'où ?

La situation sur les marchés financiers en Europe reste très tendue. Les dirigeants européens se mobilisent

D'où vient cette crise ? A première vue, de la Grèce et de ses mensonges d'Etat. Quand, à l'automne 2009, le gouvernement du socialiste Georges Papandréou décide de faire la vérité sur le déficit budgétaire du pays - 12,7% du Produit intérieur brut (PIB) et non 6% - les marchés perdent confiance. Les taux de la dette grecque grimpent, le pays emprunte à des coûts de plus en plus prohibitifs. « On assiste à une auto-intoxication des marchés », indique Daniel Cohen, professeur d'économie à l'École normale supérieure. La Grèce met surtout en évidence un nouveau développement de la crise lié à l'endettement colossal des Etats.

Pour l'économiste Steen Jakobsen chez Limus Capital, à Copenhague, la crise trouve aussi ses racines dans les failles de l'Union monétaire : « La zone euro est une maison qui a été construite sans fondations ». Selon lui, il manque « un ministère des finances européen », qui ait la capacité de contrôle et de décision supranationale.

Pourquoi la crise s'aggrave ? Depuis l'automne, la crise grecque hante les marchés, inquiète des divisions des Européens et de leur lenteur à réagir. Mardi 27 avril, une étape supplémentaire a été franchie après que l'agence de notation Standard & Poor's eut dégradé la note souveraine d'Athènes, la reléguant au rang d'« obligation pourrie ». Au même moment, le ministre grec des finances Georges Papaconstantinou, indique que la Grèce « ne peut pas emprunter » sur les marchés à ces taux. En clair, Athènes redoute de faire défaut.

La Grèce peut-elle faire faillite ? Si les fonds promis par les Euro-

péens et le Fonds monétaire international (FMI) sont débloqués à temps, le risque d'un défaut à court terme est écarté. Mais la question de la solvabilité de la Grèce à plus long terme (deux à cinq

« Les autorités n'ont pas mesuré le coût de l'emballlement des marchés »

Natacha Vallat
économiste
chez Goldman Sachs

ans) reste posée. L'ampleur des déficits, conjuguée à l'absence de croissance et au programme d'austérité du gouvernement, augure des temps difficiles.

« La Grèce ne pourra pas, vraisemblablement, échapper à une restructuration de sa dette », estime Bruno Cavalier, chef économiste chez Oddo. Nombre d'analystes préconisent à Athènes d'entamer volontairement des négociations avec ses créanciers pour rééchelonner ses échéances de remboursement. Mais cette initiative n'est pas sans danger, notamment pour certaines banques européennes qui risquent d'y perdre beaucoup.

Y a-t-il un risque de contagion ? Les marchés ont le Portugal et l'Espagne en ligne de mire. Ils se concentrent sur les similitudes de ces deux pays avec la Grèce : des niveaux d'endettement public très élevés et une croissance en berne. Résultat, Lisbonne et Madrid sont à leur tour confrontés à une montée des taux d'intérêts. « Si la Grèce restructure sa dette, la pression ne fera que s'accroître », juge Anton Brender, économiste chez

Dexia Asset Management. L'Italie et l'Irlande sont aussi susceptibles d'être fragilisées.

Pourquoi l'Allemagne rechigne-t-elle à secourir Athènes ? Pendant des mois, Berlin a freiné des quatre fers à l'idée de secourir un pays qui s'est délibérément joué des règles de la zone euro. « L'Allemagne a ce côté maître d'école qui cherche à discipliner la classe européenne », note Sylvain Broyer, économiste chez Natixis. D'autant que le pays a lui-même consenti de lourds efforts depuis la réunification pour regagner en compétitivité. Angela Merkel tient compte de l'hostilité de son opinion publique alors que se profile une élection cruciale en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, le 9 mai.

La chancelière allemande redoute aussi les velléités de certains ultra-orthodoxes prêts à déposer un recours devant la Cour constitutionnelle au prétexte qu'une aide à la Grèce contrevient au traité de Maastricht. « Si la Cour de Karlsruhe est saisie, cela risque de bloquer tout le processus d'intégration européenne », explique M. Broyer. M. Merkel le sait et se bat pour que le plan de sauvetage n'apparaisse pas comme une subvention.

La Grèce peut-elle sortir de la zone euro ? Cette option a été suggérée par des députés allemands. L'idée ? Un retour de la drachme avec une forte dévaluation à la clé qui permettrait de restaurer la compétitivité de l'économie grecque. Mais cette perspective reste

théorique. D'abord, un tel scénario n'est pas prévu par les traités encadrant l'adhésion à la monnaie unique. Ensuite, les difficultés de la Grèce ne feraient que s'aggraver.

Avec une monnaie faible, le poids de l'endettement en euros deviendrait plus insupportable. Quant au système bancaire, il serait menacé d'effondrement. Les épargnants grecs s'empresseraient de retirer leurs avoirs des banques du pays. Celles-ci ne pourraient plus se refinancer auprès de la Banque centrale européenne (BCE). Pour toute la zone euro, les suites seraient dramatiques.

Quelles erreurs ont été commises ? Dans cette crise, l'Europe semble avoir voulu gagner du temps. Promettant à chaque nou-

veau sommet, un décideur un plan de sauvetage. « Les déclarations étaient fortes, mais cela restait des déclarations », indique Natacha Vallat, économiste chez Goldman Sachs. « Les autorités européennes n'ont pas mesuré le coût de l'emballlement des marchés, poursuit-elle. Or chaque journée de panique a un coût en terme de réputation et de crédibilité de la zone euro ».

A cela se sont ajoutées des dissensions concernant l'intervention ou non du FMI, d'abord perçue comme une « humiliation » avant d'être jugée la bienvenue. De quoi alimenter la confusion. ■

Marie de Vergès et
Claire Gatinois

L'aide dépasserait les 100 milliards d'euros

POUR ENDIGUER AU PLUS VITE une crise grecque sur le point de gangrener la zone euro, les dirigeants européens se mobilisent, poussés par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque centrale européenne (BCE).

Dominique Strauss-Kahn, directeur général du FMI, a d'abord tenté de calmer le jeu, mercredi 28 avril. « Il ne faut pas trop croire ce que disent les agences de notation », a-t-il recommandé. Standard & Poor's venait juste de dégrader la note souveraine de l'Espagne de AA+ à AA, après avoir abaissé la veille celles de la Grèce et du Portugal.

Dans la même journée, le patron du FMI et celui de la BCE, Jean-Claude Trichet, ont fait le déplacement à Berlin pour rencon-

trer, dans l'urgence, la chancelière Angela Merkel et les parlementaires allemands.

Objectif : mettre la pression sur le pays le plus réticent pour débloquer les fonds du plan de sauvetage de la Grèce. « Chaque jour perdu est un jour où la situation empire et empire », a expliqué M. Strauss-Kahn.

Il y a une « absolue nécessité pour l'Allemagne de décider rapidement », a renchéri M. Trichet. « Il est évident que les négociations entre le gouvernement grec, la Commission européenne et le Fonds monétaire international doivent être accélérées », a reconnu la chancelière allemande.

A l'issue de ces rencontres, les députés allemands ont affirmé que les sommes nécessaires pour

sauver la Grèce approcheraient 100 à 120 milliards d'euros d'ici fin 2012. Jusqu'ici seul le montant de 45 milliards d'euros avait été évoqué officiellement.

Selon les sources européennes l'aide à la Grèce pourrait être débloquée dès le vendredi 7 mai.

« Comme le virus Ebola »

Mais ne sera-t-il pas trop tard ? Après le « mardi noir », la tension sur les marchés reste vive. Les places financières en Europe, en proie à une forte volatilité, ont à nouveau terminé dans le rouge mercredi. Et l'euro est tombé jusqu'à 1,3115 dollar, un nouveau plus bas depuis un an.

Surtout, le scénario tant redouté d'une diffusion de la crise grecque aux « maillons faibles » de la

zone semble se concrétiser. Sous la pression des marchés, le Portugal et l'Espagne sont à leur tour confrontés à une montée du coût de leur dette.

Les inquiétudes naissent aussi en France. Selon un sondage BVA pour Canal+ rendu public jeudi 29 avril, 75% des Français estiment que le pays pourrait connaître une situation de crise comparable à celle de la Grèce.

« La contagion est déjà en marche », a affirmé Angel Gurría, secrétaire général de l'OCDE, visiblement adepte d'une solution radicale : « C'est comme le virus Ebola. Lorsque vous réalisez que vous en souffrez, il ne vous reste plus qu'à vous couper une jambe », a-t-il averti. ■

C. G. et M. de V.

L'Espagne menacée à son tour par la tourmente financière

L'agence Standard & Poor's a dégradé, mercredi, la note de la dette espagnole à long terme

Madrid
Correspondant

Cette fois c'est sûr, le chômage a atteint son maximum, et l'Espagne voit le bout de la crise. Promis, juré. Selon le décompte ironique de la presse d'opposition, ce serait la dixième fois depuis le printemps 2008 que José Luis Rodríguez Zapatero se livre à ce pronostic optimiste. Et, jusque-là, faux.

Le chef du gouvernement espagnol a encore tenté, mercredi 28 avril, devant un Parlement sceptique, de désamorcer le risque de contagion né la veille avec la décision de Standard & Poor's (S & P) de dégrader la note souveraine de la Grèce et du Portugal. « Il y a des indices qui montrent que notre économie s'améliore et que nous commen-

Depuis début 2010, 286 200 nouvelles personnes auraient perdu leur emploi

çons à laisser derrière nous la récession », a plaidé le dirigeant socialiste, qui voit dans l'augmentation des rentrées fiscales au premier trimestre (+0,8%), dans la reprise des immatriculations d'automobiles ou des transactions immobilières autant de raisons d'espérer une prochaine sortie de la récession.

Mais il était trop tard pour convaincre les analystes de S & P. Le jour même, l'agence de notation financière a annoncé l'abaissement de la note de la dette à long terme de l'Espagne. Cette dégradation d'un échelon (de AA+ à AA) était redoutée depuis décembre 2009, quand l'agence avait émis une perspective négative pour l'économie espagnole.

Contrairement au gouvernement Zapatero, les experts de S & P ne voient pas d'indice d'une reprise

rapide. « Nous estimons que la croissance réelle du produit intérieur brut (PIB) sera en moyenne de 0,7% par an sur 2010-2016, contre une prévision antérieure supérieure à 1% », expliquent-ils dans un communiqué. Ces faibles perspectives de croissance, pendant une période plus longue que prévu, devraient peser sur les finances publiques, dont l'assainissement réclame, selon eux, de nouvelles mesures.

« Nous avons un plan sérieux de consolidation fiscale et de réduction du déficit », a aussitôt réagi la numéro deux du gouvernement espagnol, Maria Teresa Fernandez de la Vega, appelant les marchés à « la tranquillité ». Fin janvier, Madrid avait annoncé un plan d'économies de 50 milliards d'euros sur trois ans afin de ramener le déficit public de 11,2% fin 2009 à 3% en 2013. « Nous sommes en train de mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires pour tenir nos engagements », a ajouté la vice-présidente, évoquant en particulier les négociations en cours avec les partenaires sociaux pour réformer le marché du travail.

Sera-ce suffisant pour contenir la tourmente financière qui menace l'Espagne, après la Grèce et le Portugal ? A la Bourse de Madrid, qui perdait 1,5% avant l'annonce de Standard & Poor's, l'indice Ibex-35 a clôturé la journée de mercredi en baisse de 3%, soit un recul de plus de sept points en deux jours. Les deux principaux groupes bancaires du pays, Santander et BBVA, ont accusé des pertes respectivement de 4,18% et 4,76%. S & P a toutefois précisé que la dégradation de la note souveraine « n'aura pas d'impact immédiat sur l'évaluation des banques espagnoles ».

Les deux autres grandes agences de notation, Fitch et Moody's, n'ont pas modifié leur bonne note (AAA) ni leur appréciation « stable » sur l'Espagne. Pour Fitch, toutefois, la perspective de faible crois-



La ministre espagnole des finances, Elena Salgado, au Parlement, à Madrid, en février. ARTURO RODRIGUEZ/AP

sance espagnole « induit un risque à moyen terme ». La plupart des analystes considèrent la décision de Standard & Poor's comme « un sérieux signal d'alarme » en raison du poids de l'économie espagnole dans la zone euro, bien supérieur à celui de la Grèce et du Portugal. Il ne s'agit que d'une décision « conjoncturelle » qui serait passée « beaucoup plus inaperçue » s'il n'y avait pas eu le cas grec, a minimisé la ministre de l'économie, Elena Salgado. Pour elle, quand les problèmes d'Athènes auront été résolus, « les choses retrouveront leur juste mesure ».

Les chiffres du chômage, qui

seront rendus publics vendredi 30 avril, ne devraient cependant pas contribuer à rassurer sur l'état de l'économie espagnole. Selon les premières données, divulguées le 27 avril à la suite d'une erreur informatique sur le site de l'Institut national de la statistique (INE), le taux de chômage aurait atteint le niveau record de 20,05% de la population active au premier trimestre 2010, avec un total de 4,612 millions de demandeurs d'emploi. Depuis fin décembre 2009, où le taux de chômage s'établissait à 18,8%, 286 200 personnes supplémentaires auraient perdu leur emploi. ■

Jean-Jacques Bozonnet

En jouant les médiateurs entre Berlin et Athènes, Paris veut asseoir son leadership

L'Elysée juge criminelle l'attitude des agences de notation

Pékin
Envoyé spécial

Pour Paris, seul un versement effectif de l'aide à la Grèce permettra d'endiguer la spéculation contre l'euro. Ce déboursement doit avoir lieu le plus vite possible, le temps jouant contre la monnaie unique. Paris est techniquement prêt. Pour l'heure, Nicolas Sarkozy n'espère pas que cette opération puisse se faire avant le conseil des dirigeants de la zone euro, convoqué lundi 10 mai, au lendemain des élections régionales en Rhénanie du Nord-Westphalie, importantes pour la chancelière allemande Angela Merkel.

Tant que l'argent ne sera pas sur la table, les marchés ne croiront pas à la réalité de la solidarité européenne, en raison des hésitations de Berlin. Selon Paris, plus les Européens interviendront tard, plus le sauvetage de l'euro leur coûtera cher. Pendant que le président de la République est en Chine, ses conseillers multiplient les contacts avec les capitales européennes, le FMI et la Banque centrale européenne (BCE) pour éviter la catastrophe.

Depuis des semaines, M. Sarkozy n'a pas émis la moindre critique publique à l'encontre de M^{me} Merkel. Parce que la situation est si grave qu'un clash franco-allemand serait destructeur pour l'Europe. Les Français estiment toutefois que les Allemands ont commis une erreur en abordant le sujet sous l'angle moral et juridique : les Grecs avaient fauté, et il fallait qu'ils expient avant d'être aidés et respectent les règles des traités européens. M. Sarkozy, lui, voyait dans les attaques contre la Grèce la pour-

suite de la crise financière : la faillite de l'Etat le plus faible de la zone euro serait aux Etats ce que celle de Lehman Brothers, en 2008, fut aux banques : le début d'un domino destructeur. Les marchés ne s'attaqueraient pas à la Grèce, mais à l'euro vulnérable en raison de la trop faible solidarité européenne.

L'Elysée juge criminelle l'attitude des agences de notations. Standard & Poor's a dégradé la note de trois Etats en deux jours, Grèce, Portugal et Espagne. Une contagion des attaques contre Madrid serait catastrophique. Les Européens cherchent à éviter un krach obligataire, une défiance généralisée des investisseurs vis-à-vis de toutes les obligations émises par les Etats de la zone euro.

Lutter contre la spéculation

Pour cela, il faut tuer toute idée de restructuration de la dette d'un Etat, c'est-à-dire son non-paiement partiel et son étalement. En cas d'attaque contre un pays jugé solvable, comme l'Irlande, Paris ne verrait pas d'un mauvais œil que la BCE achète sur le marché secondaire les obligations de ce pays : la manœuvre, qui n'est pas interdite par les traités, permettrait de lutter contre la spéculation.

Dans cette affaire, M. Sarkozy entend asseoir son leadership politique en Europe, en jouant les médiateurs entre Angela Merkel, qu'il juge intelligente mais contrainte par sa coalition gouvernementale, et les Grecs, dont il salue l'engagement à réduire de façon drastique les déficits. Pour M. Sarkozy, le facteur de l'unité de l'Europe, c'est la France. ■

Arnaud Leparmentier

Le scepticisme à l'encontre de l'Europe est de retour dans le débat politique

« C'est le printemps de tous les dangers », affirme le secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes

L'« euro-inquiétude » gagne du terrain en France. Chez les responsables de la majorité comme de l'opposition, la première préoccupation est d'éviter la propagation de la crise grecque et de répondre à l'exigence de solidarité européenne. Les uns et les autres, cependant, mesurent que la crise risque d'alimenter le scepticisme à l'encontre de l'Europe.

Intervenant, mercredi 28 avril, devant le « Club des 27 » – les représentants des groupes parlementaires de droite des 27 Etats membres de l'Union européenne, réunis à

Paris –, le secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes, Pierre Lellouche, s'est fait l'écho de ces craintes. « La crise et l'incapacité de ses institutions à y répondre accélèrent l'éloignement du peuple », a-t-il estimé, constatant « une montée des courants xénophobes et de la tentation du chacun pour soi ». « Ce printemps est le printemps de tous les dangers », a jugé M. Lellouche.

Pour le gouvernement, l'exercice est délicat. Il entend prendre part au plan de « sauvetage » de la Grèce, tout en prenant garde de ne pas paraître se porter au secours

d'institutions européennes que certains, à droite comme à gauche, accusent d'avoir contribué à la crise actuelle.

Les tenants du non au référendum sur la Constitution européenne et au traité de Lisbonne donnent de la voix. « Il faut d'urgence apporter un secours au peuple grec et faire plier la Banque centrale européenne [BCE], dont la responsabilité et l'action doivent être mises en cause », estime la secrétaire nationale du PCF, Marie-George Buffet. Selon elle, « la recherche permanente de convergence des politiques mises en œuvre sur les règles de la BCE, les critères de Maastricht et du pacte de stabilité aboutit à des déséquilibres qui permettent aux spéculateurs de mettre des pays au bord d'une situation de faillite ».

« Tirer les leçons de la crise »

Lors d'un rassemblement devant l'Association française des banques, à Paris, le président du Parti de gauche, Jean-Luc Mélenchon, s'est dit convaincu que « le tour de la France viendra », en s'élevant contre l'« impunité des banques et des spéculateurs ». Le souverainiste Nicolas Dupont-Aignan, président de Debout la Républi-



Le secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes, Pierre Lellouche. SYLVAIN LEFEVRE/ASA-PICTURES

que, accuse le gouvernement français de « jeter 6,3 milliards d'euros [le montant du plan français d'aide à la Grèce] par la fenêtre ». « On ferait mieux d'acter avant qu'il ne soit trop tard que ce système est suicidaire », estime le député de l'Essonne.

Le président du groupe UMP de l'Assemblée nationale, Jean-François Copé, à l'initiative de la réunion du « Club des 27 », appelle pour sa part à un renforcement de la « gouvernance économique » de l'Europe. « Laisser la Grèce à ses problèmes serait la victoire des spéculateurs. La politique, c'est aussi la solidarité dans les moments difficiles », a-t-il répondu indirectement à ceux qui critiquent le plan de soutien à la Grèce. Il a cependant estimé « vital pour l'Europe de tirer les leçons de cette crise », plaidant

notamment pour une convergence des stratégies de politique économique de la France et de l'Allemagne.

« Le moment est grave », a également reconnu Michel Barnier, vice-président du Parti populaire européen (PPE) au Parlement européen, mettant lui aussi en garde contre « le retour au protectionnisme, aux réflexes nationaux et au populisme ». « L'Europe n'est pas une option, elle est une nécessité vitale, s'est exclamé le député européen. Ou nous sommes ensemble ou nous ne sommes plus. »

Pourtant, même dans les rangs de l'UMP, certains redoutent une fuite en avant. Constance Le Grip, nouvelle élue au Parlement européen, a appelé l'attention sur « le déficit démocratique qui peut menacer un gouvernement écono-

mique européen ». « Faisons attention à ne pas construire une usine à gaz que nos concitoyens et les élus nationaux rejetteraient, à juste titre, comme des entraves à la souveraineté nationale », a souligné l'ancienne conseillère de l'Elysée auprès des parlementaires.

Le Parti socialiste, pour sa part, presse la France et les gouvernements européens d'agir au plus vite pour prévenir les risques de contagion. A l'Assemblée, il a approuvé en commission le plan d'aide à la Grèce, tout en jugeant le taux d'intérêt (5%) fixé par l'accord européen trop élevé. La première secrétaire du PS, Martine Aubry, a jugé « urgent » que « l'Europe force pour réguler le système financier, sinon nous aurons d'autres Grèce ». ■

Patrick Roger

Unanimité en commission sur le plan d'aide à la Grèce

La commission des finances de l'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité, mercredi 28 avril, le plan d'aide de la France à la Grèce. Le PS, souhaitant que celui-ci soit mis en œuvre au plus vite, n'a déposé aucun amendement. Le projet de loi présenté par le gouvernement crée un programme budgétaire de 6,3 milliards d'euros d'autorisations d'engagement. Ces derniers correspondent à la contribution de la France au plan de soutien à la Grèce des Etats

membres de la zone euro, dont le montant maximum a été fixé à 30 milliards d'euros la première année. Le plan européen prévoit que les prêts des pays de la zone euro seront soumis à un taux d'intérêt de 5%. 3,9 milliards d'euros ont été ouverts en crédits de paiement. Compte tenu de ces dépenses supplémentaires et d'une réévaluation des recettes, le déficit budgétaire est révisé à la hausse de 3 milliards d'euros: il devrait s'établir à près de 152 milliards.

Le FN prône une sortie groupée de l'euro

ENTOURÉE depuis quelque temps « d'une équipe d'économistes pas forcément issus du FN », Marine Le Pen voit dans la crise grecque l'occasion d'ancrer sa ligne politique dans l'économie et le social, pour tenter de conquérir les classes populaires.

C'est aussi l'occasion, pour le parti d'extrême droite, qui se sent le vent en poupe depuis son redressement électoral lors des élections régionales du mois de mars, de revenir sur un des axes fondamentaux de son programme économique: la dénonciation de la monnaie unique. « L'euro, c'est l'arnaque du siècle. Les grands financiers proposent de sacrifier les peuples pour sauver

leur monnaie. Tout ce qu'a dit le FN depuis des années sur l'Europe est en train de se réaliser, a assuré au Monde, M^{me} Le Pen. C'est un peu comme le communisme, c'est un totalitarisme. On nous a expliqué pendant des années qu'on ne pouvait pas en sortir. Or, l'Allemagne veut exclure la Grèce. C'est donc possible de sortir de l'UE. »

Un peu plus tôt dans la journée de mercredi, M^{me} Le Pen avait, dans un communiqué, condamné « l'amateurisme » de Nicolas Sarkozy dans le dossier grec, et affirmé que « le gouvernement [allait] verser 3,9 milliards d'euros pour financer la Grèce, pays aujourd'hui en faillite, et qui ne pourra jamais rembourser l'inté-

gralité de l'argent prêté. »

La solution à la crise européenne, pour M^{me} Le Pen? Un « protectionnisme national » et la sortie de l'euro. Elle avance ainsi l'idée d'« une sortie groupée de l'euro, avec d'autres pays comme la Grèce, l'Espagne, l'Italie ou encore le Portugal ». Elle assure d'ailleurs qu'« un texte sur ce sujet sera bientôt prêt ».

Sur la faisabilité d'une telle mesure, l'eurodéputée frontiste est persuadée que « quand l'euro aura implosé, on ne se posera plus la question de savoir si c'est faisable. La seule question est de savoir si on anticipe la sortie de l'euro. » ■

Abel Mestre

« En Europe, il y a deux types de réactions face à la crise grecque »

Dominique Reynié, directeur de la Fondation pour l'innovation politique

DOMINIQUE REYNIÉ dirige la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol), un club de réflexion libéral et pro-européen de centre droit, qui a publié fin mars une étude d'opinion sur les « Européens face à la crise grecque ». La crise grecque peut-elle entraîner une remontée de l'euroscepticisme ?

L'on observe, en Europe, deux types de réactions, qui peuvent nourrir deux euroscepticismes inverses. Les pays du Nord (Allemagne, Royaume-Uni, Pays-Bas) ne comprendraient pas que l'on aide un pays sans contreparties solides, alors qu'eux-mêmes ont fait beaucoup d'efforts. Pour les pays du Sud (France, Italie, Espagne), plus solidaires et compassionnels, si l'on n'aide pas un pays en difficulté, c'est une remise en question de la légitimité de l'Europe. Cette crise pose la question de la transaction politique. Qu'est-ce que l'Europe offre en contrepartie de l'abandon d'une part de souveraineté nationale ?

Quelle est, plus précisément, l'opinion des Français ?

Il y a un paradoxe. Nous sommes attachés, plus que d'autres, à la puissance nationale. Mais est aussi solidement ancrée l'idée que l'Etat n'a plus les moyens de ses prétentions, que le monde est devenu trop vaste pour que l'on puisse raisonnablement y réussir mieux tout seul plutôt qu'avec les autres.

Si les pays du Sud ont plus de compassion pour la Grèce, n'est-ce pas parce qu'ils craignent pour eux-mêmes ?

Je crois en effet que les pays du Sud se projettent comme des pays potentiellement en difficulté. Ils sont donc sensibles à l'idée d'un filet de sécurité, dont ils pourraient être les bénéficiaires... Ce qui est intéressant, c'est aussi que l'on observe partout une réelle inquiétude face à la dette des Etats. La crise grecque peut contribuer à en faire un thème politique majeur. Avec l'idée, nouvelle, que, si l'on se retrouve en grande diffi-

culté, on peut être seul. La dette sera-t-elle un thème structurant de la campagne de la présidentielle de 2012 ?

Probablement. D'autant que le vieillissement de la population correspond à de la dette programmée. En 2007, François Bayrou, le président du Modem, en avait fait un axe majeur de sa campagne. Cela dit, le sujet est très anxiogène et peut aussi, pour cela, être occulté. En France, les deux principaux partis, l'UMP et le PS, sont sur une ligne proche, de solidarité avec la Grèce...

Ils savent que tout mouvement vers une sorte d'euroscepticisme produirait des effets sur les marchés financiers, sur les taux. Pour un parti de gouvernement, ou qui aspire à l'être, il n'y a pas d'intérêt raisonnable à jeter de l'huile sur le feu. En revanche, les partis périphériques ont intérêt à occuper cet espace politique. Ils vont donc le faire. ■

Propos recueillis par Pierre Jaxel-Truier

Pass
Télérama
Théâtre

Du 3 au 9 mai
UNE SEMAINE DE THEATRE A 10€ LA PLACE

Avec le pass dans Télérama du 28 avril

Télérama

Retrouvez la liste des théâtres participants dans Télérama du 28 avril.